

Réorganisation bureaucratique

(Suite de la première page)

bouteillage bureaucratique, de gabegie, de déséquilibre résultant de l'hyper-trophique centralisation de la gestion de l'économie soviétique. Au 20^e Congrès, le même phénomène fut dénoncé; entre temps on n'avait rien fait d'autre que de rejeter la faute et le blâme sur quelques exécutants.

Cette fois-ci, la question a été abordée plus à fond; devant une situation qui véritablement n'était plus tenable, on s'est tourné vers de grands moyens. La direction de la planification n'a-t-elle plus pour objectifs que de déterminer les grandes lignes de la politique économique? Les lourds ministères de Moscou ne sont-ils pas supprimés? Une large autonomie n'est-elle pas accordée à des directions régionales de l'économie?

Il n'y a pas de doute que cette fois-ci ce sont d'importantes mesures de réorganisation qui sont envisagées et qu'elles vont dans le sens exigé par les besoins objectifs de l'économie. Mais la question loin de s'arrêter là ne fait en réalité que commencer à être posée. (En passant, remarquons que, peu de temps après avoir écarté dédaigneusement l'exemple yougoslave, Krouchtchev s'en est tout de même un peu inspiré).

Les mesures envisagées constituent une réforme du système bureaucratique, non son abolition. Il est question de porter la hache dans le nombre pléthorique des bureaucrates, mais c'est pour que l'appareil restant soit mieux apte à défendre les positions de la bureaucratie, avant tout sa position dirigeante dans l'Etat et dans l'économie. Ce sont les bureaucrates qui continueront à définir les grandes lignes de la planification, ce sont les bureaucrates qui dirigeront encore à l'échelle régionale, ce sont eux aussi qui continueront à diriger dans les entreprises. Il y a un reclassement et regroupement dans la

bureaucratie. A aucun moment il n'est question de l'intervention effective des masses, dans les décisions (sauf pour les approuver unanimement, comme par le passé).

Il ne s'agit pas là d'une question académique. En politique, écrivait Trotsky lors d'un tournant de la politique stalinienne qui semblait aller dans le sens de la politique défendue par l'Opposition, il ne s'agit pas seulement du quoi, il y a aussi le qui et le comment. La réorganisation de l'économie est aujourd'hui une nécessité impérieuse; elle doit se faire, elle se fera de toute façon. Mais qui la fera et pour quels objectifs, toute la question est là.

Il est possible que les mesures prévues et effectuées bureaucratiquement donnent quelques résultats, pour un certain temps. Mais, tout cela pourra seulement être très limité, d'une portée très réduite, et ouvrir la porte à de nouvelles difficultés. L'engorgement bureaucratique tendra à se reporter à de nouveaux échelons. Consciente de cela, la direction envisage un contrôle centralisé, très centralisé, entre les mains de Molotov. Mais là où une gestion hypercentralisée s'effondre, un contrôle du même type sera inopérant.

En fait, la crise de l'économie soviétique appelle aujourd'hui une solution d'ordre politique: la démocratie soviétique, laquelle n'est pas — comme notre mouvement n'a cessé de le répéter depuis plus de 30 ans — simplement une entité politique, mais aussi un facteur économique vital pour l'industrie.

Pour que l'économie soviétique aujourd'hui connaisse de nouveaux bonds prodigieux en avant, notamment en liaison avec l'introduction de l'utilisation de l'énergie atomique et de l'automatisation, il faut en finir avec la gestion bureaucratique. Il faut que les masses déterminent démocratiquement, dans des soviets, les données fondamentales de la planification. Il faut qu'elles décident ce qu'elles consacreront aux investissements et à l'industrie lourde, à l'industrie légère, à l'agriculture... Il faut qu'elles décident aussi à tous les échelons, comment elles appliqueront le plan, il faut qu'elles dirigent, qu'elles contrôlent, qu'elles vérifient, qu'elles ajustent.

Il n'y a rien de cela dans les thèses de Krouchtchev, et il serait puéril d'attendre de la bureaucratie des pas dans cette voie. Mais, les masses soviétiques sont en mouvement. Elles ont commencé à porter leurs exigences sur leurs besoins les plus immédiats; la bureaucratie se voit contrainte de faire des concessions comme de réduire les impôts des salariés les plus mal payés. Les masses n'en resteront pas à des revendications limitées. Elles ont conscience que les entreprises sont leurs entreprises. Elles ne se satisfont pas de réformes bureaucratiques qui se montreront de toute façon inopérantes; elles reprendront dans leurs mains la gestion de l'Etat et de l'économie soviétique. C'est là la révolution politique désormais à l'ordre du jour.

Pierre FRANK.

CONTRE LES TORTIONNAIRES

(Suite de la première page)

parce que la classe ouvrière et ses organisations demeurent silencieuses!

Pendant que cette lutte à outrance se développe en Algérie entre ce peuple héroïque et les forces du colonialisme, les jeunes fascistes de Biaggi, malgré leur faiblesse, peuvent manifester à l'Étoile sans susciter aucune réaction de la part des travailleurs. Les parachutistes peuvent parcourir tranquillement Paris en faisant des séances de cinéma en plein air pour montrer la grandeur de leur mission civilisatrice.

Et pourtant, il y a un an, de grands mouvements se produisaient parmi les rappelés. Une campagne systématique menée contre la guerre d'Algérie par les organisations syndicales et politiques de la classe ouvrière, CGT et PCF principalement, aurait recueilli un écho profond, aurait entraîné un mouvement puissant contre cette guerre. Mais non seulement cette campagne n'a pas été faite, mais il n'y en a même pas eu une pour la libération des jeunes ou des militants cégétistes ou communistes qui spontanément avaient pris la tête des mouvements qui s'amorçaient alors. C'est qu'on ne peut pas à la fois voter au Parlement les pouvoirs spéciaux pour la guerre et faire campagne dans le pays contre elle. On ne peut pas à la fois être les super-patriotes qui font porter tous leurs efforts contre la nomination du général Speidel et mener campagne contre le super-patriote général Massu.

Et pourtant « l'ennemi est dans notre propre pays ». Il nous semble à propos de rappeler ici ce principe énoncé par le grand révolutionnaire allemand Karl Liebknecht. Qui de Karl Liebknecht refusant le vote des crédits de guerre en 1914 ou des socialistes, allemands et français,

les votant, luttait le plus efficacement contre les bourgeoisies allemandes et françaises réunies? En reprenant contre la guerre d'Algérie la campagne révolutionnaire menée en 1927 par le PC contre la guerre du Maroc, en en faisant l'axe principal de sa politique, car cette guerre est effectivement l'enjeu principal pour notre ennemi la bourgeoisie française, le PCF et la CGT suscitant et dirigeant un puissant mouvement de la classe ouvrière de ce pays contre la bourgeoisie et ses valets du gouvernement, imposant l'arrêt de la guerre, affaiblirait d'autant l'allié français de Speidel. Une telle victoire ouvrière porterait un coup à la coalition antisoviétique dont Speidel est un instrument mais qui s'appuie en France même sur la bourgeoisie impérialiste, ses généraux et ses flics.

En faisant la politique exactement contraire, le PCF stérilise l'action de la classe ouvrière pour le plus grand profit du clan de la guerre mondiale.

La lutte du peuple algérien contre l'impérialisme, comme celle du peuple égyptien et de tous les peuples colonisés portent les coups les plus durs à ce clan, affaiblissent ses positions de départ dans la croisade antisoviétique qu'il ne cesse de préparer. Que la direction du Parti socialiste qui a depuis longtemps choisi son camp ne se sente aucune velléité pour intervenir en faveur des alliés coloniaux de la classe ouvrière mondiale, c'est chose bien naturelle et qui doit être dénoncée sans relâche aux yeux des travailleurs socialistes trompés par elle. Encore faut-il pour que cette dénonciation prenne toute sa force que le Parti qui lui, se déclare pour la victoire du camp socialiste et de ses alliés dans le monde ait une politique efficace et conséquente en ce sens. Concrètement, en France, à l'étape actuelle, cela veut dire: mettre tout en œuvre, pour faire progresser avant toute chose

dans la classe ouvrière de ce pays l'idée qu'il faut en finir avec cette guerre d'Algérie, faire porter tous les efforts, toute la campagne sur ce point. Préparer dans les entreprises, en liaison avec les préoccupations immédiates de la classe ouvrière — qui justement sont directement liées à cette poursuite de la politique de guerre du gouvernement qui s'oppose directement à leurs intérêts, des mouvements de plus en plus vastes, avec comme objectif final

L'ARRÊT DE LA GUERRE D'ALGERIE ET LE DROIT DU PEUPLE ALGERIEN À DISPOSER DE LUI-MÊME

Actuellement des mouvements démarrent dans certains points importants: Saint-Nazaire, Dunkerque. Parmi les organisations socialistes les protestations commencent à se faire entendre contre la politique de la direction. Les étudiants socialistes s'élèvent contre Lacoste. Tous ces indices pourraient servir de point de départ d'une campagne de front unique contre la guerre d'Algérie de la part du PCF et de la CGT, à condition de savoir contre qui porter les coups principaux, contre l'ennemi qui est dans notre propre pays.

Mais ce n'est pas la direction actuelle du PCF qui d'elle-même effectuera le tournant. L'article de Léon Feix justifiant de A jusqu'à Z dans l'Humanité du 10 avril, la politique du PCF sur le problème de la guerre d'Algérie (vote des pleins pouvoirs y compris) en est une confirmation supplémentaire. C'est de la base de ce Parti, et de sa base ouvrière en particulier, s'appuyant sur les mouvements de la classe ouvrière de ce pays que pourra et que devra venir la réaction efficace contre la politique de démission de sa direction.